

**MILEDOU**

**LE DECODEUR HD**

**5 000 FCFA\***  
10-000 FCFA

A PARTIR DE LA FORMULE ACCESS  
LES CHAINES CANAL+ OFFERTES

LES BOUQUETS  
**CANAL+**

**LA NOUVELLE TRIBUNE**

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 137 du jeudi 09 avril 2020 / Prix : 250 F CFA

LIMITER LE PARTAGE DE FAUSSES INFORMATIONS SUR LE COVID-19

**WhatsApp limite le transfert de messages**

P. 4

EFFETS DU CORONAVIRUS SUR LES ÉCONOMIES P. 7

**COVID-19**

**COVID-19 : Et après ?**

**Dr. Kodom prescrit 5 mesures fortes**



- Les propositions du Pr. Kako Nubukpo
- Amortir d'abord le choc sur les budgets
- Penser la relance



P. 3

**NATIONAL**

**Novissi : le Togo soutient les populations vulnérables**

**CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LE CORONAVIRUS**

**CIMTOGO LE CIMENT (ITOYEN)**

**SYMPTÔMES**

- Fièvre
- Maux de tête
- Fatigue
- Toux sèche
- Courbatures
- Difficultés respiratoires

**TEMPS D'INCUBATION**

+ 2 à 14 jours (à partir du moment où l'infection a lieu)

**TRANSMISSION**

Par transmission des gouttelettes de salive émises lors d'un éternuement, d'une toux ou d'un contact direct avec la personne infectée.

Par contact direct avec la personne infectée.

Par contact avec des surfaces contaminées.

Apprenez le **N° Vert 112** **N° Vert 113** Appelez gratuitement 24h/24 - 7 jours sur 7




**Novissi** P. 3

## SANTÉ PUBLIQUE

# COVID-19 : Le patron de Twitter donne un milliard de dollars

Le fondateur et patron de Twitter, Jack Dorsey, a annoncé le mardi 7 avril qu'il allait donner un milliard de dollars pour participer à la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Dans une série de tweets, Jack Dorsey explique que ce don d'un milliard de dollars qu'il fait en faveur de la lutte contre le coronavirus représente 28% de sa fortune. Pour parvenir à ce montant, il va progressivement céder des actions de son autre société, Square, spécialisée dans le paiement numérique.

« Quand nous aurons désamorcé cette pandémie,

l'argent sera redirigé vers la santé et l'éducation des filles, ainsi que le revenu universel », précise le milliardaire, dont la fortune est estimée à 3,3 milliards de dollars par Forbes. Jack Dorsey voit dans ces deux domaines des solutions potentielles aux « problèmes auxquels le monde fait face ».

Le revenu universel suscite un regain d'intérêt de



nombreux politiques et hommes d'affaires, alors que la crise économique liée au Covid-19 a mis des millions de personnes au chômage.

« C'est une idée géniale qui a

besoin d'être testée », continue-t-il.

Bezos et Zuckerberg ont aussi donné

Les fonds seront alloués via sa fondation Start Small, de façon transparente. Un tableau qu'il a partagé en ligne indique une première subvention de 100 000 dollars pour le fonds alimentaire américain. « C'est important (que ce soit transparent) pour que d'autres et moi-même puissions en tirer des leçons », justifie celui qui avait donné un tiers de ses actions Twitter à ses employés en 2016.

Jeff Bezos, le patron d'Amazon et homme le plus riche au monde, a annoncé sur Instagram il y a cinq jours qu'il donnait 100 millions de dollars aux banques alimentaires américaines.

Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, et sa femme Priscilla Chan ont de leur côté offert 25 millions de dollars pour la recherche de traitements contre le coronavirus.

(Source : RFI)

## CORONAVIRUS

# Le plasma thérapeutique, un espoir pour traiter le Covid-19

Parmi les pistes étudiées pour traiter le Covid-19, le plasma thérapeutique est de celles qui s'annoncent prometteuses. C'est ce que semblent indiquer les résultats d'une étude chinoise qui viennent d'être publiés.

C'est ce que l'on appelle une étude pilote. Elle ne permet pas de conclure si un traitement est efficace, mais indique si des recherches méritent d'être effectuées. Les résultats obtenus par cette équipe chinoise sont en ce sens-là prometteurs. Dix patients atteints d'une forme sévère du Covid-19 ont reçu du plasma prélevé chez des personnes qui ont précédemment

vaincu la maladie. Le plasma, composante liquide du sang, a un intérêt thérapeutique car il transporte notamment des anticorps. Les patients guéris du coronavirus possèdent désormais les armes pour se battre contre la maladie. Ils ont des anticorps spécifiques. L'idée est donc de donner ces armes aux personnes malades. Une stratégie qui semble fonctionner



Les résultats de cette étude pilote montrent que cette stratégie semble être bonne. Après trois jours de transfusion, les symptômes

cliniques, comme la fièvre, la toux où les difficultés respiratoires s'étaient grandement améliorés. Encore mieux, après sept

jours, les lésions pulmonaires provoquées par le virus avaient commencé à se résorber.

Avec seulement 10 patients, les auteurs notent que cette étude doit être confirmée par d'autres de plus grande ampleur. Cela tombe bien : un essai clinique sur le sujet vient justement d'être lancé ce mardi en France. Ce sont cette fois 60 patients qui y participent.

(Source : RFI)

## CRISE SANITAIRE

# Le Burkina-Faso recadre le débat sur l'efficacité de l'Apivirine

Depuis l'annonce le 26 mars dernier par les autorités d'un essai clinique sur l'Apivirine (un antirétroviral utilisé dans le traitement du VIH), contre le Covid-19, des internautes assurent que ce produit a déjà guéri des patients. Des rumeurs qui ont conduit le gouvernement à recadrer les choses.

Selon le ministère de la recherche scientifique, l'équipe de chercheurs de l'Institut de recherche en sciences de la santé n'a pas encore certifié et recommandé l'utilisation de l'Apivirine dans le traitement des patients atteints du Covid-19.

Le gouvernement burkinabè rappelle qu'aucune étude scientifique n'a encore prouvé l'efficacité de l'Apivirine face au Covid-19. L'Apivirine est un médicament mis au point il y a une vingtaine d'années par Valentin Agon, un chercheur béninois.



« Dans le cadre du protocole en cours en ce moment, aucun médecin ne peut vous dire que quelqu'un a été traité par l'Apivirine, explique Remis Fulgance Dandjinou, porte-parole du gouvernement. Des

gens l'utilisent et affirment avoir été guéris par cela. C'est pour cela que le protocole a besoin d'être mis en œuvre, afin que la valeur scientifique de ce qui est dit puisse être affirmé et devenir règle, notamment en ce qui concerne le Covid-19. »

Même si le pays vient d'autoriser l'utilisation de la chloroquine, pour le traitement des certains patients atteints du coronavirus, Claudine Lougué, la ministre de la Santé met en garde contre l'automédication. « Que les

gens sachent qu'ils doivent être soignés sous chloroquine en milieu médical ou sous suivi médical. Parce qu'il ne faut pas faire de l'automédication, car cela peut amener à beaucoup de désagréments. »

Dans cette lutte contre l'automédication face au coronavirus, une pharmacie vient d'être fermée pour avoir importé de manière illégale des tests rapides non homologués par le Burkina Faso selon la ministre de la Santé.

(Source : RFI)

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ / LUTTE CONTRE LE COVID-19

# Dr. Kodom prescrit 5 mesures fortes

A l'occasion de la journée mondiale de la santé commémorée le 07 avril, Dr. Serge Michel Kodom, président de l'ONG AIMES-AFRIQUE s'est de nouveau prononcé sur la lutte contre la pandémie du coronavirus. Le fondateur de la clinique internationale Dr. Kodom propose cinq mesures pour briser la chaîne de transmission du virus.

Nicolas EDORH

C'est après cinq mois d'observations, de réflexions et d'analyses de l'évolution de la pandémie du coronavirus dans le monde et en Afrique que le président-fondateur de l'ONG AIMES-AFRIQUE fait des propositions et suggestions.

« D'aucuns les trouveront bizarres ou irréalistes ces mesures, mais croyez-moi, nous avons la chance de connaître le champ de bataille (structures sanitaires) mais surtout la mentalité du corps médical africain. Devant une situation aussi inhabituelle et extrêmement urgente, je vous invite à la méditation profonde en parcourant ces différents points », écrit-il.

Dr. Serge Michel Kodom recommande le port obligatoire de masque de protection, le respect strict des mesures barrières, le lavage systématique des mains, la disponibilité du dispositif de lavage de mains et du gel hydro-alcoolique

dans les lieux publics et privés et à l'entrée de toutes les maisons.

Il demande également la mise à disposition des tests de diagnostic rapide (TDR) et de matériels de protection de qualité et en quantité suffisantes aux personnels de soins exerçant dans toutes les formations sanitaires agréés ou reconnues par l'Etat. Le médecin propose le dépistage de masse dès le 11 avril ou le dépistage systématique des patients se présentant dans les formations sanitaires agréés.

Il recommande la fermeture de tous les centres de santé et de toutes les cliniques sauvages n'ayant pas obtenu une autorisation du ministère de la Santé, y compris les cases de santé avec une sensibilisation accrue envers les praticiens de la médecine traditionnelle sur toute l'étendue du territoire.

Enfin, il pense qu'il serait



mieux de créer dans tous les stricts sanitaires, un centre adéquat de prise en charge du coronavirus et s'interdire d'aller à l'hôpital spontanément sans avoir appelé son médecin traitant ou le centre de santé agréé de sa commune.

« Nous devons changer de paradigme sur la communication faite autour du COVID-19 pour inciter la population à se faire dépister pour se faire prendre en charge dans les centres agréés », déclare Dr. Serge Michel Kodom. « Il faut mettre dans les coins de rues, dans tous les marchés des dispositifs

de lavage de mains, étudier très rapidement les impacts sanitaires, socio-économiques et culturels du confinement général d'ici fin avril 2020, inciter tous les conducteurs et les transporteurs (motos, voitures...) à se laver les mains le plus fréquemment possible et privilégier le paiement par transfert électronique, afin d'éviter la manipulation de l'argent en espèces. Enfin, faisons preuve de sacrifice, de responsabilité face à cette pandémie sans oublier de rendre grâce à Dieu de nous avoir permis d'occuper le dernier rang dans la contamination du coronavirus. Aujourd'hui nous

devons apprendre des erreurs des autres pour mieux contenir le COVID-19 », ajoute-t-il.

« Tous ensemble luttons contre le COVID-19 pour que d'ici décembre 2020, la vie reprenne son cours normal et que nous puissions fêter Noël 2020 en joie et rentrer dans la nouvelle année 2021 sans ce démon. Que Dieu nous préserve des images apocalyptiques que nous voyons en France, Italie, Espagne, USA, et qu'il vous bénisse », a conclu le président de l'ONG AIMES-AFRIQUE.

COVID-19

## Novissi : le Togo soutient les populations vulnérables

Le gouvernement togolais a annoncé le 08 avril dernier le lancement d'un programme destiné à aider les populations les plus vulnérables à faire face aux difficultés liées à la pandémie mondiale du Coronavirus. L'initiative dénommée « Novissi » (entraide en Ewé), vise à soutenir les couches sociales les plus impactées par les mesures restrictives prises par le gouvernement afin d'enrayer la progression de la maladie dans le pays.

« Nous allons lancer dans les prochains jours un programme de transferts monétaires pour aider nos concitoyens qui seront les plus affectés par la crise et les mesures annoncées », avait indiqué le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé dans son adresse à la nation le 1er avril 2020.

Ce programme unique et

innovant sur le continent, vise à assurer, via les solutions de paiement électronique, un minimum vital à toutes les personnes durement affectées par les récentes mesures annoncées par le gouvernement pour lutter contre la propagation du COVID-19.

Pour bénéficier de « Novissi



», il faut notamment être citoyen togolais âgé de 18 ans au moins, femme comme homme, disposer d'une carte d'électeur et être un travailleur ne disposant plus de revenus en raison des mesures prises dans le cadre des mesures prises dans le

cadre de la riposte contre le coronavirus.

Un montant sera alloué chaque quinze jours aux personnes qui remplissent les conditions et qui se feront enregistrer via leurs téléphones portables à partir du numéro \*855#. 12.250 FCFA pour les femmes et 10.500 FCFA pour les hommes.

Il s'agit d'un soutien direct aux populations, transmis sans intermédiaire et de la manière la plus transparente possible. Ce programme de transferts monétaires qui existe au Togo depuis avril 2019 et dont près de 61000 ménages bénéficient jusqu'ici, sera ainsi étendu

à une cible beaucoup plus importante.

Cet élan de solidarité national auquel pourra s'associer plus tard toute personne désireuse d'apporter sa contribution, est aussi un appel lancé par le gouvernement au civisme et à la responsabilité des populations pour un respect total des mesures imposées par l'état d'urgence sanitaire en vigueur au Togo.

## CORONAVIRUS EN AFRIQUE

## Les explications du Pr. Didier Raoult

Le professeur Didier Raoult a fait savoir qu'il est possible que la distribution du coronavirus actuellement soit différente en Afrique subsaharienne comparée à l'Europe. Dans un entretien exclusif accordé au Groupe Emedia (iRadio, Emedia.sn et iTV), publié mardi 7 avril, le directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée infection à Marseille, prévient que cela peut ne pas durer.

Le professeur a expliqué : « quand on regarde des études, y compris celles que nous avons faites au Sénégal sur les autres coronavirus, il est bien possible que le coronavirus actuel y

circule. Il est possible aussi qu'il y ait une espèce de protection qui peut être due à l'écosystème africain. Et parmi ces éléments, il y a le fait de la prise de beaucoup d'anti-paludiques



qui sont efficaces contre le coronavirus. Donc, il est possible que la distribution du virus soit différente en Afrique subsaharienne que ce qu'elle est en Europe », a-t-il rajouté dans une vidéo qu'il a envoyée

à Emedia. Poursuivant ses dires, l'infectiologue, natif de Dakar, a renseigné « qu'il a commencé un traitement avec deux molécules de base que sont l'hydroxychloroquine et l'azithromycine ».

Sur cette base, le chercheur a dénoncé les scientifiques qui critiquent ses études notamment dans son pays, en France.

« Ici, il y a une espèce de cabale un peu fantasque sur les dangers de la chloroquine. Cela fait rire les Africains quand on

leur dit que la chloroquine est un médicament dangereux. On a tous bouffé de la chloroquine quand on était gosse. Tout ça n'est pas trop sérieux et ce n'est pas vraiment documenté. La chloroquine a une efficacité sur la maladie », a-t-il affirmé.

Pour rappel, le Pr Didier Raoult, est au cœur d'une vive polémique autour de l'utilisation de l'hydroxychloroquine dans l'infection Covid-19.

## LIMITER LE PARTAGE DE FAUSSES INFORMATIONS SUR LE COVID-19

## WhatsApp limite le transfert de messages

WhatsApp a annoncé la réduction du nombre de discussions auxquelles un message « hautement transféré » peut être transmis. Une décision qui vise à limiter la propagation de fausses informations autour du Coronavirus.

Selon des informations rapportées par le confrère Financial Afrik, une fois qu'un message est indiqué comme « hautement transféré » par l'icône à double flèche, il ne sera plus possible de transférer ce message qu'à une seule discussion WhatsApp à la fois, au lieu de cinq auparavant. Alors que des milliards de personnes se retrouvent isolées les unes des autres à cause du COVID-19, plus que jamais, à travers le monde entier, elles comptent sur WhatsApp pour communiquer avec leur famille étendue, leurs médecins, leurs enseignants

et leurs amis pendant cette crise. WhatsApp est un outil essentiel et positif qui donne à de très nombreuses personnes la possibilité de rester en contact. En cette période difficile, le nombre de messages transmis sur WhatsApp a considérablement augmenté, ce qui peut contribuer à la diffusion de fausses informations. Après avoir soigneusement évalué la situation au cours des dernières semaines, des mesures supplémentaires ont été mises en œuvre pour ralentir la diffusion de ces messages et pour



WhatsApp

que WhatsApp demeure un lieu d'interactions et de conversations personnelles.

Cette nouvelle modification s'inscrit dans le cadre d'efforts engagés de longue date, avec notamment l'introduction l'année dernière de l'icône à double flèche dans le coin supérieur gauche du message et qui permet d'indiquer aux utilisateurs les messages qui ont été transférés plus de cinq fois afin qu'ils puissent voir quand un message ne provient pas d'un contact personnel proche. Ces messages sont

désormais appelés « messages hautement transférés ».

Depuis 2018, les simples messages transférés sont quant à eux également marqués d'une icône en forme d'une seule flèche.

WhatsApp a aussi précédemment supprimé la fonctionnalité de « transfert rapide » pour tous les messages de fichiers média hautement transférés et a introduit en octobre dernier un nouveau paramètre de confidentialité et système d'invitation pour mieux décider de qui peut vous ajouter à des groupes.

Cela s'ajoute aux efforts déjà engagés par Facebook Inc. pour soutenir les communautés touchées par COVID-19, avec notamment le lancement

la semaine dernière du Centre d'information sur le coronavirus de WhatsApp – [whatsapp.com/coronavirus](https://whatsapp.com/coronavirus) –, qui vise à fournir des conseils simples et applicables aux travailleurs de la santé, aux éducateurs, aux leaders de communauté, aux organisations à but non lucratif, aux gouvernements locaux et aux entreprises locales qui comptent sur WhatsApp pour communiquer.

Le site propose également des conseils et des ressources générales pour les utilisateurs du monde entier afin de réduire la propagation des rumeurs et obtenir des informations précises sur la santé.

## AGRICULTURE

## SITRAPAT : L'usine de transformation du maïs démarre ses activités

Le ministre de l'Agriculture, de la production animale et halieutique, Noël Koutéra Bataka, a annoncé dans une note datée du 25 mars dernier que la Société industrielle de transformation des produits agricoles tropicaux (Sitrapat SA, spécialisée dans la transformation de maïs, avait démarré ses activités de production dans son usine située à Tsévié, à 35 km au nord de Lomé au Togo. L'entreprise a pour objectif de produire 50 tonnes par jour de produits issus du maïs sous le label « EbliFoods ».

La société a bénéficié d'un investissement 3 milliards FCFA (€ 4,6 millions) pour la mise en place de

son unité industrielle de transformation de maïs pour produire une farine de haute qualité à destination de la



consommation humaine (6000 tonnes), de la semoule (gritz) pour les brasseries ou à la consommation humaine sous forme de couscous à cuire à la vapeur (5000 tonnes), du son et germe pour l'alimentation du bétail et de

la volaille (4050 tonnes).

L'usine emploie actuellement une trentaine de personnes et transforme 20 tonnes de maïs par jour, l'objectif de la société étant de doubler les effectifs et de transformer 50 tonnes en 24 heures. Sitrapat SA achète l'ensemble de ses matières premières auprès des agriculteurs locaux. Il est également prévu que la société aide les producteurs à disposer de bonnes semences afin qu'ils puissent augmenter considérablement leur rendement.

Rappelons que le maïs est la première denrée alimentaire du Togo, le pays produit annuellement en moyenne 750 000 à 850 000 tonnes de maïs dont 50 000 à 100 000 tonnes en excédent. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND2018-2022) qui encourage les initiatives d'entreprises de promotion des produits du terroir.

FEC / FAIRE FACE À L'IMPACT DU COVID-19

# Le FMI décaisse 78 milliards FCFA pour le Togo

**Le conseil d'administration du FMI a officialisé le 3 avril dernier, un décaissement immédiat de 131,3 millions de dollars pour le Togo, soit 78 milliards FCFA. Ce qui est presque quatre fois plus important que le montant initialement prévu. L'augmentation de l'accès aidera les autorités à faire face aux implications humaines et économiques de la pandémie de COVID-19.**

**Béatrice AGBODJINOU**

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé la sixième et dernière revue des résultats économiques obtenus par le Togo dans le cadre d'un programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). L'achèvement de la revue permet de décaisser environ 131,3 millions de dollars, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 336,4 millions de dollars. « Après trois ans de mise en œuvre du programme soutenu par le FMI, la performance est satisfaisante dans la plupart des secteurs ; les réformes ont connu des retards dans le secteur financier », note le FMI.

L'accord triennal en faveur du Togo, d'un montant d'environ 239,3 millions de

dollars, ou 120% de la quote-part du Togo), a été approuvé le 5 mai 2017. En achevant la sixième revue, le conseil d'administration a également approuvé la demande présentée par les autorités en vue d'une augmentation du niveau d'accès dans le cadre du programme de 48,7% de la quote-part du pays (71,49 million de DTS ou environ 97,1 millions de dollars) afin de répondre aux besoins urgents de financement découlant des efforts et plans des autorités visant à contrôler la propagation du COVID-19 et atténuer son impact économique au Togo.

« Le Togo a réalisé des progrès considérables en 2017-2019 dans le cadre du programme soutenu par le FMI dans plusieurs domaines, cependant les réformes restent incomplètes

dans un secteur clé. La reprise économique s'était raffermie mais a été entravée récemment par la pandémie de COVID-19. Les projections de croissance pour 2020 ont été sensiblement revues à la baisse. Le déficit budgétaire et le besoin de financement de la balance des paiements pourraient s'élargir considérablement en raison de la perte de recettes, de l'augmentation des dépenses de santé et de la baisse des exportations », analyse le FMI.

À l'issue de la réunion du conseil d'administration, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim, a prononcé la déclaration ci-après : « La performance du Togo au titre du programme soutenu par la FEC a été globalement satisfaisante. Alors que la reprise économique s'était raffermie, elle a été entravée récemment par la pandémie de COVID-19.

Les perspectives macroéconomiques sont sujettes à une grande incertitude ».

« Les autorités prennent des mesures immédiates pour faire face aux implications humaines et économiques de la

pandémie de COVID-19 tout en préservant les réalisations budgétaires durement obtenues pendant ces dernières années.

Durant la période 2017-2019, le Togo a respecté le critère de convergence de l'UEMOA d'un déficit budgétaire ne dépassant pas 3% du PIB. Pour 2020, le déficit budgétaire et le besoin de financement de la balance des paiements pourraient se creuser en raison des dépenses de santé supplémentaires et d'autres impacts du COVID-19 sur l'économie. Néanmoins, la dette publique devrait continuer de baisser », précise l'institution monétaire.

« Les réformes structurelles liées à l'administration des recettes et à la gestion des finances publiques progressent. Des progrès ont été achevés en matière de collecte des arriérés d'impôts, de soumission en ligne des déclarations en douane et d'étapes vers la budgétisation des programmes.

Il sera important de mettre en œuvre les recommandations d'un outil récent de diagnostic et d'évaluation de l'administration fiscale, de combler les lacunes restantes dans les fonctions douanières essentielles, et de

renforcer la mise en conformité volontaire afin d'assurer des revenus permanents solides. Il sera également essentiel de suivre les recommandations clés des évaluations de la gestion des investissements publics de 2016 et de 2019. En outre, la poursuite d'une politique prudente en matière d'emprunt et le renforcement de la capacité de gestion de la dette sont indispensables afin de préserver la viabilité de la dette », poursuit le FMI

L'institution indique que le Togo a été l'un des pays les plus performants dans l'amélioration du climat des affaires ces dernières années et qu'il sera important de poursuivre ces réformes, notamment de renforcer la gouvernance, et de mettre en œuvre les mesures décrites dans le Plan national de développement, afin de soutenir une croissance forte et inclusive.

« Finaliser les réformes au niveau des deux banques publiques est primordial pour préserver la stabilité financière et éviter des risques au budget de l'État », conclut le Fonds.

## COVID-19

# UEMOA : La croissance économique attendue en dessous de 4%

**Le ralentissement économique dans l'UEMOA induit par la crise sanitaire actuelle liée à la pandémie de Covid-19, ferait chuter la croissance économique de la zone en-dessous de 4%, annonce Bloomfield Investissement dans une étude publiée la semaine dernière et reprise par Sika Finance.**

Cette perte, presque demeurée, de la richesse produite dans la sous-région selon le scénario que cette crise s'estomperait d'ici fin juin 2020, est inédite pour une zone qui a l'habitude d'enregistrer un taux de croissance robuste, établi en moyenne à 6,44% au cours des 5 dernières années. Les pays de l'UEMOA doivent donc faire face à une situation extrêmement difficile qui met non seulement à nu les insuffisances de leurs systèmes de santé, mais qui est également ponctuée par de graves conséquences économiques en raison de la propagation rapide de cette pandémie. Au 7 avril 2020, l'UEMOA apparaissait clairement comme l'une des régions les plus touchées du continent avec 1 352 cas de contamination au

Covid-19 dont 42 décès et 319 guérisons. Pour limiter cette contamination à grande échelle, les pays de l'UEMOA, à l'instar des autres régions du monde, ont adopté des mesures plus strictes. Il s'agit de la fermeture des frontières, l'instauration de l'état d'urgence, l'interdiction de rassemblements, l'instauration d'un couvre-feu notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Niger, le réaménagement des horaires de travail, etc. En lien donc avec ces mesures, l'agence panafricaine de notation financière a identifié 4 canaux de la transmission de cette crise sanitaire au niveau économique.

Une baisse de la demande des produits d'exportations

À l'origine d'une baisse de

l'activité dans le monde, la fermeture des usines associée aux mesures de confinement en Europe, en Asie et en Amérique, principales destinations des exportations des pays de l'UEMOA, va entraîner une baisse de la demande de ces produits d'exportations, occasionnant ainsi une baisse des recettes d'exportations des pays de l'Union. Notons que les principaux produits d'exportations de la zone sont l'or, le cacao, le pétrole, la noix de cajou et le coton qui représentent à eux seuls plus de 60% des recettes d'exportations de l'Union.

Une réduction des transferts de fonds des migrants

Provenant essentiellement de la zone euro (57,7%), en particulier de la France (24%) et de l'Italie (23,9%), les envois des migrants à destination de l'UEMOA pourraient être considérablement réduits, en raison de la sévérité de la pandémie notamment dans

ces deux pays d'Europe. Dans ce cas de figure, le Sénégal, le Mali et le Togo seraient les plus touchés.

Un ralentissement économique inévitable

Dans l'UEMOA, les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme, du transport surtout aérien et du divertissement ; pâtissent d'ores et déjà des restrictions de distanciation sociale, des fermetures d'établissements récréatifs et des frontières. Ces secteurs concernés appartiennent principalement au secteur tertiaire qui est le principal moteur de la croissance dans l'Union. Ainsi, le Sénégal et la Côte d'Ivoire seraient les plus exposés dans la mesure où la contribution de ces secteurs est relativement importante : les activités de tourisme et de voyage de chacun des pays représentent autour de 10% de leur PIB respectif en 2018.

Des finances publiques sous pression

La baisse de l'activité dans plusieurs secteurs, associée aux mesures de relance économique prises par les Etats, vont impacter considérablement le niveau des recettes fiscales. A cela s'ajoute la faiblesse des prix des produits agricoles. Cette situation mise en relation avec le niveau des services de la dette des pays de l'Union, risque d'exercer une pression inédite sur les finances publiques des pays de la zone. Le Bénin (46,2%), le Burkina Faso (42,9%) et le Togo (65%) seraient les plus fragilisés au regard de la part importante du service de la dette rapportée aux recettes publiques projetée par le FMI en 2020.

Les pays de l'UEMOA devraient donc choisir l'opportunité de cette crise sanitaire pour changer de paradigme économique en diversifiant davantage leurs économies et en exportant des produits à forte valeur ajoutée.



DÉSORMAIS, POUR VOS  
OPÉRATIONS DE :  
**MUTATION**

- MUTATION
- RENOUVELLEMENT  
PERMIS DE CONDUIRE
- DUPLICATA CARTE GRISE
- ASSURANCE
- PERMIS INTERNATIONAL
- CARTE GRISE INTERNATIONALE



22 50 79 39  
90 03 83 30  
DJIDJOLÉ - BATOMÉ



**PRESTATAIRE AGRÉÉ PAR LA DTRF**  
VITMAS, RAPIDITÉ, EFFICACITÉ, ET DISCRÉTION

## EFFETS DU CORONAVIRUS SUR LES ÉCONOMIES

## COVID-19 : Et après ?

Dans le journal *Le Monde*, l'économiste togolais Kako Nubukpo esquisse le scénario d'une sortie de crise par le haut pour le continent, à rebours des thèses les plus pessimistes.

J'appelle toutes les bonnes volontés, les forces vives de nos pays, à rejoindre le débat, nous éclairer de leurs réflexions, de leurs talents, de leurs propositions. Il nous faut nous fixer un cap. Une autre Afrique est possible et ce n'est pas seulement une utopie. L'histoire nous regarde...

La pandémie due au coronavirus (Covid-19) fait basculer le continent dans une rupture systémique dont nous n'appréhendons pas encore pleinement l'ampleur.

A court terme, les arbitrages s'annoncent douloureux entre la préservation de la santé des populations, qui nécessite un confinement strict, et le maintien d'un fort dynamisme économique, incompatible avec un confinement durable de population très peuplées et généralement sans filet de protection économique et sociale de la part des pouvoirs publics.

A moyen terme se posera la question de transformations structurelles à mettre en œuvre au sein de l'espace économique africain, afin d'augmenter la résilience économique et sociale des populations, tant du côté de la demande sociale en matière de santé, d'éducation, de formation et d'emplois ; que du côté de l'offre en biens et services, supposant la hausse des capacités productives dans leur ensemble.

Dans ce contexte de crise planétaire, les piliers paradigmatiques de la mondialisation, à savoir le néolibéralisme, héritier de la doctrine classique du « *laissez-faire, laissez-passer* », sont remis en cause. Les Etats appliquent la fermeture drastique de leurs frontières aériennes et terrestres, même s'ils sont moins regardants sur les frontières maritimes, sachant que 90 % des échanges mondiaux passent par les océans. Il faut que le commerce des biens se poursuive, notamment pour pouvoir transporter les matières premières d'Afrique vers le reste du monde. Pour ce qui est de la circulation des personnes, il en va autrement et il y a fort à parier que les frontières ne rouvriront pas de sitôt, dans un contexte de peur accrue en Occident,

de vagues migratoires en provenance d'Afrique.

Toute crise, aussi dramatique soit-elle, peut néanmoins receler des opportunités à saisir afin de « *coconstruire* » une mondialisation plus équitable et écologiquement viable. Et le continent africain devrait participer à ce nouveau monde dont les prolégomènes se dessinent sous nos yeux. A cet égard, trois urgences méritent d'être prises en considération, de la plus factuelle à la plus conceptuelle.

## Amortir le choc d'abord

Il y a d'abord urgence à évaluer l'impact du double choc de l'offre et de la demande qui constitue à l'heure actuelle, la conséquence la plus tangible du Covid-19, sur les budgets. En effet, il y a rupture des chaînes d'approvisionnement, depuis la chute de production chinoise et ses effets sur toutes les chaînes logistiques mondiales.

Les ports africains et toutes les chaînes d'approvisionnement macro, méso et microéconomiques seront forcément affectés par ce choc d'offre négatif. En termes de choc de demande, c'est l'impact de la chute de la demande mondiale en matières premières, celle du tourisme et celle, donc, des revenus des agents économiques qu'il faudra évaluer.

De même, la hausse prévisible des dépenses sociales et celle, exponentielle, des dépenses de santé devraient certainement conduire à réévaluer les ressources financières consacrées au développement humain, dans un souci de prise en compte effective des principes fondamentaux d'équité, d'inclusion et de durabilité, conformément aux objectifs du développement durable (ODD).

Rien ne serait pire que de privilégier les mesures de renforcement de la demande, à l'instar des transferts de fonds aux ménages, au détriment de l'accroissement des capacités de production et d'approvisionnement internes en biens et services.

Si une telle articulation n'était pas effectuée, on

aurait une hausse générale des prix liée à l'excès de la demande sur l'offre, à moins d'envisager parallèlement une hausse massive des importations de biens et services, dont le principal intérêt serait de relancer les économies occidentales et orientales en déficit de demande intérieure.

## Penser la relance

La deuxième urgence consiste à orienter et amplifier les politiques économiques africaines (budgétaire et monétaire) dans le sens d'un accroissement structurel des capacités d'offre de biens et services de première nécessité, en lieu et place des politiques malthusiennes prônées par le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale dans le cadre de l'ajustement structurel.

En effet, au lieu d'accompagner la dynamique de demande des économies africaines, pouvant susciter des investissements productifs pour y faire face, les institutions de Bretton Woods, au motif de la mauvaise gouvernance des Etats africains, ont préféré infliger à ces derniers, une sérieuse cure d'austérité budgétaire à partir du début des années 1980, dans le cadre des programmes d'ajustement structurels (PAS), dont l'échec patent est aujourd'hui illustré par les multiples carences identifiées en matière de prise en charge sanitaire idoine pour faire face à la pandémie due au coronavirus, tant en termes de capacité d'accueil que du point de vue de l'efficacité des soins.

## Vers une Afrique équitable et durable

Enfin, le continent africain devrait s'atteler d'urgence à construire un paradigme endogène de développement, fondé sur la promotion d'une économie de proximité illustrée par les circuits courts, particulièrement adaptés à des mesures de confinement des populations, d'une économie sobre en carbone, afin de ne pas alimenter le réchauffement climatique dont il n'est absolument pas responsable, et enfin d'une économie solidaire fondée sur l'exigence de redistribution du surplus économique.

L'économie africaine a toujours fait preuve d'un génie lui permettant de concilier harmonieusement son système productif et d'autoconsommation interne et le commerce à grande distance, comme le montre bien l'économiste Karl Polanyi.

L'économie de l'esclavage colonial a créé les ressorts de sa dépendance vis-à-vis d'une mondialisation aussi inégale que destructrice de l'écosystème naturel. La pandémie de Covid-19 offre aujourd'hui à l'Afrique son pire visage, celui d'un continent vulnérable, alimentant les pires craintes d'un désastre humain annoncé par les exercices de prospective des chancelleries occidentales.

C'est paradoxalement l'heure pour l'Afrique de montrer à la face du monde les ressorts secrets de sa résilience en assumant le changement. Le changement peut faire peur, peur parce qu'il y a l'inconnu.

Cela n'est pas nouveau, la question est existentielle.

Mais pour y parer, il faut s'y préparer, débattre, envisager différents scénarii, agir et justement ne pas avoir peur, avoir confiance en nous.

Kako Nubukpo, économiste, doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Lomé (Togo)



LA NOUVELLE  
TRIBUNE

Récépissé No 0546/31/05/16/  
HAAC

Djidjolié - Batomé, von après  
Maison Suzanne AHO, en face  
de l'église EAC-TOGO  
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02  
www.lanouvelletribune.net

## Directeur de la Publication

Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

## Rédacteur en chef

Nicolas EDORH

## Rédaction

Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINOU  
Ismaël ALI

## Infographie

La Nouvelle Tribune

## Impression

DIRECT PRINT

## Tirage

1000 exemplaires

# CORONAVIRUS, COMMENT SE PROTEGER ET PROTEGER LES AUTRES

Les bons gestes simples pour préserver votre santé et celle de votre entourage :



Se laver les mains régulièrement.



Ne tousser ou n'éternuer que dans son coude.



Utiliser des mouchoirs à usage unique.



Porter un masque quand on est malade.



Eviter les contacts proches.

## Comment bien se laver les mains ?



Mouillez-vous les mains avec de l'eau



Verser du savon dans le creux de votre main



Frottez-vous les mains durant 15s à 20s : les doigts, les paumes, le dessous des mains et les poignets



Entrelacez vos mains pour nettoyer la zone entre les doigts



Bien laver le dos de vos mains



Nettoyez également les ongles



Rincez-vous les mains sous l'eau



Séchez-vous les mains avec un essuie-main à usage unique



Fermez le robinet avec l'essuie-main puis jetez-le dans une poubelle fermée